

Port Acadie

Revue interdisciplinaire en études acadiennes
An Interdisciplinary Review in Acadian Studies



Québec-Acadie : fini le niaisage ! (sommaire exécutif)

Jean-Marie Nadeau

Numéro 33, automne 2020

Le Québec acadien

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1091811ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1091811ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université Sainte-Anne

ISSN

1498-7651 (imprimé)

1916-7334 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Nadeau, J.-M. (2020). Québec-Acadie : fini le niaisage ! (sommaire exécutif). *Port Acadie*, (33), 183–199. <https://doi.org/10.7202/1091811ar>

Résumé de l'article

Ce texte représente un sommaire de l'ouvrage *Québec/Acadie : fini le niaisage !* (Éditions de la Francophonie, 2019). Son objectif est d'offrir, en un clin d'oeil, une vue d'ensemble de la problématique Québec-Acadie, et ce afin de favoriser un plus grand rapprochement entre le peuple québécois et le peuple acadien. Pour y arriver, il faut que, dans un esprit de confiance et de respect mutuel, nous puissions nous dire nos quatre vérités. Au vu des affinités historiques et des efforts solidaires, mais aussi des malentendus qui ont cours depuis quelques décennies, il s'agit de donner aux lectrices et lecteurs une meilleure connaissance des enjeux et une volonté de participer au renforcement des liens entre ces nations francophones. Que le français triomphe grâce à notre engagement, et fini le niaisage Québec-Acadie !

Québec-Acadie : fini le niaisage ! (sommaire exécutif)

Jean-Marie Nadeau

Résumé

Ce texte représente un sommaire de l'ouvrage *Québec/Acadie : fini le niaisage !* (Éditions de la Francophonie, 2019). Son objectif est d'offrir, en un clin d'œil, une vue d'ensemble de la problématique Québec-Acadie, et ce afin de favoriser un plus grand rapprochement entre le peuple québécois et le peuple acadien. Pour y arriver, il faut que, dans un esprit de confiance et de respect mutuel, nous puissions nous dire nos quatre vérités. Au vu des affinités historiques et des efforts solidaires, mais aussi des malentendus qui ont cours depuis quelques décennies, il s'agit de donner aux lectrices et lecteurs une meilleure connaissance des enjeux et une volonté de participer au renforcement des liens entre ces nations francophones. Que le français triomphe grâce à notre engagement, et fini le niaisage Québec-Acadie !

Abstract

This text provides a summary of the book Québec/Acadie : fini le niaisage ! (Éditions de la Francophonie, 2019). Its objective is to offer, in a nutshell, an overview of the issue of Québec-Acadie relations, in order to foster greater rapprochement between the people of Québec and the Acadian people. To achieve this, we must be able to speak to each other frankly, in a spirit of trust and mutual respect. In view of the historical affinities and efforts through solidarity, as well as the misunderstandings that have occurred over the past few decades, it is a matter of giving readers a better understanding of the issues and a willingness to participate in strengthening the ties between these French-speaking nations. May French triumph thanks to our commitment, and no more nonsense around Québec-Acadie!

Mots clés

Diaspora acadienne, Francophonie, relations Québec-Acadie, Congrès mondial acadien, Jean-Marie Nadeau

Keywords

Acadian diaspora, Francophonie, Québec-Acadie relations, World Acadian Congress, Jean-Marie Nadeau

1. Entrée en matière

L'écriture de cet essai mijote dans ma marmite depuis longtemps, de façon plus intensive durant la dernière année. J'ai en effet travaillé avec une dizaine de centres acadiens et québécois de recherche auprès des gouvernements québécois et néo-brunswickois afin de produire un tel livre d'envergure, dont le contenu aurait pu être enseigné dans les écoles des deux provinces et ainsi rapprocher nos deux peuples par une meilleure connaissance mutuelle. Ce fut malheureusement rejeté au niveau du financement pour des raisons obscures. Comme dit un ami : « On a rejeté ce projet en s'enfargeant dans les fleurs du tapis au lieu de baigner dans une vision de plus grande solidarité entre les deux seuls peuples francophones d'Amérique. » Cette fois-ci, le ridicule a tué. Sur les questions acadienne et franco-canadienne, l'éminente et prétentieuse Denise Bombardier a jeté son fiel et son ignorance sur nous, pour enfin nous... réveiller, comme l'avaient fait avant elle Leonard Jones (*Speak white*), André Boisclair (« les Québécois constituent le seul peuple francophone en Amérique du Nord ») et, faisant référence aux francophones hors Québec, Yves Beauchemin (« cadavres encore chauds ») puis René Lévesque (« *dead ducks* »)... Ce que madame Bombardier aurait dû dire, c'est que l'ensemble de la francophonie nord-américaine est en train de disparaître, y compris celle du Québec, et que cette francophonie d'Amérique aurait intérêt à se solidariser face à cette menace. D'accord pour reconnaître que les francophonies canadienne et acadienne sont sur la voie de l'assimilation ; néanmoins, le Québec doit admettre que nous servons de tampon face à sa propre érosion linguistique, grâce à notre résilience.

En 1997, le ministre des Affaires intergouvernementales du Québec, Jacques Brassard, avait eu, lui, l'intelligence de déclarer : « Peu importe le choix que feront les Québécois quant à leur avenir politique, cela ne saurait remettre en question l'engagement de solidarité, je dirais même le devoir de solidarité du Québec envers les communautés francophones et acadienne. » Enfin quelqu'un avec une graine de bon sens !

L'importance d'un tel livre est de favoriser la compréhension réciproque de ce qu'est l'autre peuple, en mettant en exergue des événements et des gens qui maximiseront cette compréhension. L'écrit sera simple, continu et limpide pour en faciliter la portée et être d'un abord populaire. On privilégiera principalement les situations et les personnes parmi les plus favorables à la compréhension, sans négliger quelques points d'ombre qui auraient pu marquer nos parcours parallèles. Il n'y a rien de parfait. Une meilleure connaissance l'un de l'autre ne pourra que nous permettre de mieux nous apprécier comme peuples. À partir de là, on saura peut-être mieux identifier les actions et les chemins communs et convergents qu'on pourrait faire ensemble afin d'assumer nos responsabilités et nos rôles de promotion, d'épanouissement, de renforcement et de protection de la langue française au Canada, en Amérique du Nord, puis *in extenso* dans le monde. Et on ferait cela en tant que les deux seules communautés francophones en Amérique du Nord qui sont reconnues et qui se reconnaissent l'une et l'autre comme peuples francophones distincts. Des documents officiels du Québec disent que « le Québec et l'Acadie constituent les territoires souches de la francophonie canadienne ».

Comme je l'ai déjà dit, une petite pomme n'est pas moins pomme qu'une grosse pomme. Aussi, un petit peuple n'est pas moins peuple qu'un grand peuple. Tu es un peuple, ou tu ne l'es pas : l'Acadie et le Québec sont tous les deux des peuples. Tant qu'à relativiser, mentionnons qu'il y a dans le monde près de 50 pays comptant moins de 245 000 habitants, soit l'équivalent de la population acadienne du Nouveau-Brunswick. Une information qui mérite réflexion.

Chaque page de mon livre aurait pu faire l'objet d'une thèse en soi. Mon approche n'est donc pas académique, mais se présente plutôt sous la forme d'un essai, pour ne pas dire d'un pamphlet. J'aspire tout de même à faire un survol qui permettra au lectorat de saisir véritablement les enjeux et les liens qui unissent ou divisent nos deux peuples. L'objectif ultime de cet ouvrage est de donner l'envie au maximum de gens de s'investir dans des rapprochements

hautement bénéfiques pour nos deux peuples sur tous les plans. Même s'il y a eu ces dernières années moult rapprochements, il reste encore beaucoup d'espace pour de nettes améliorations. Ne voulons-nous pas tous deux mieux et plus vivre en français en cette terre d'Amérique ?

Il est intéressant de constater que trois des quatre provinces atlantiques ont un lien direct routier ou maritime avec le Québec : Terre-Neuve-et-Labrador par le Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard par le traversier pour les Îles-de-la-Madeleine et le Nouveau-Brunswick par le Madawaska et le Restigouche. Ainsi, seule la Nouvelle-Écosse n'a pas de lien physique direct avec le Québec.

Par ailleurs, on doit se réjouir, puisqu'à partir de 2019-2020, l'ICRML (Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques) produira, comme l'Institut du Nouveau Monde le fait annuellement au Québec, un important livre sur l'état de l'Acadie qui sera mis à jour tous les cinq ans. Cet ouvrage deviendra une source d'information incontournable pour quiconque s'intéresse à l'Acadie, incluant bien sûr nos frères et sœurs du Québec. Donc, notre projet de livre sur les relations Québec-Acadie arrive dans un bon moment. Et madame Bombardier pourra s'en sustenter.

2. De la colonie en 1604 à 1960

En introduction, il faudra un certain nombre de pages quant aux relations Québec-Acadie de la colonie en 1604 jusqu'en 1960. Ce survol visera à montrer que même s'il y a eu peu de rapports formels durant toutes ces années, on compte beaucoup de communications entre les deux peuples et d'actions qu'ils ont menées ensemble, jetant ainsi les bases de nos relations actuelles.

Les faibles relations formelles qu'entretenaient les deux colonies de l'Acadie et de la Nouvelle-France concernaient surtout l'organisation religieuse au sein de l'Église catholique. L'Acadie faisait partie du diocèse de Québec. Mais Québec ne pouvait pas fournir beaucoup de prêtres permanents. C'étaient surtout des missionnaires itinérants. Donc, les Acadiens se sont la plupart du temps débrouillés entre eux dans leurs pratiques religieuses, ce qui

leur a donné pour la première fois une certaine forme d'autonomie.

Quant au commerce chez les deux peuples, il se faisait surtout avec le Sud américain, dont principalement la Nouvelle-Angleterre, et l'Europe. On a toujours cru que les Acadiens étaient au début un peuple de pêcheurs, alors qu'il vivait surtout des ressources agricoles et forestières. La pêche ne s'est intensifiée qu'après la Déportation, les Acadiens se retrouvant alors sur des rochers peu propices à l'agriculture.

C'est à partir de la Déportation de 1755, aussi appelée le « Grand Dérangement », que des Acadiens ont commencé à se déplacer en grand nombre vers le Québec, soit comme des déportés ou des réfugiés, soit, comme le chantait Angèle Arsenault, des « piétonniers de l'Amérique ». Jusqu'en 1763, au moment du traité de Paris, ce furent surtout des « réfugiés » qui s'installèrent et qui voulaient revenir vivre au Canada, ayant été déportés une première fois aux États-Unis, en Europe ou ailleurs. Plusieurs Acadiens participent alors aux batailles des Français contre les Anglais. On devra relater la difficulté qu'a eue le Québec à accueillir ces nombreux Acadiens issus de la Déportation, car à cette époque il avait connu des sécheresses, ce qui limitait la nourriture disponible. On devra aussi mentionner que des Acadiens ont rallié la rébellion des Patriotes de 1837, dont certains ont été pendus et d'autres déportés en Australie. Et à la même époque, on a subi ensemble l'opprobre de Lord Durham, dont le rapport recommandait purement et simplement notre assimilation.

Le Québec s'est beaucoup investi dans l'éducation en Acadie. Le premier fleuron en ce domaine a été la fondation du Collège Saint-Joseph de Memramcook en 1864 par le père Lefebvre de la congrégation des pères de Sainte-Croix (l'ancêtre de l'Université de Moncton, créée en 1963). Au cours du vingtième siècle, on assistera à l'établissement de nombreuses autres institutions postsecondaires en Acadie, initiées par des communautés religieuses québécoises, françaises et... acadiennes. Il est important de souligner que durant cette période, beaucoup de Québécois sont venus étudier dans des institutions acadiennes, surtout des Gaspésiens et des Madelinots.

Parmi les plus célèbres – originaires d’autres régions du Québec –, on pense à Jean-Louis Roy, Laurent Beaudoin et Jacques Godbout.

Les États généraux de 1880 et la Convention nationale acadienne de 1881 (10 autres conventions se sont tenues jusqu’en 1955) ont marqué un point décisif pour nos deux peuples. Tout en exprimant leur solidarité avec les francophonies d’Amérique, les Acadiens ont décidé que la meilleure façon de contribuer à cette solidarité, c’était de s’assumer comme peuple distinct et à part entière, en se dotant de symboles rassembleurs et identitaires, comme un drapeau, un hymne national, une devise...

Il faut mentionner qu’en 1867, les Acadiens se sont prononcés contre la création de la Confédération canadienne, tandis que les Canadiens français, eux, étaient pour !

Il est remarquable que le journal *Le Devoir* et la Société Saint-Jean-Baptiste aient apporté sporadiquement leur soutien à des institutions acadiennes, surtout au journal *L’Évangéline*. L’arrivée aux Maritimes d’une station radiophonique de la Société Radio-Canada en 1953 permettra de mieux faire circuler les informations entre le Québec et l’Acadie, malgré les remontrances pérennes de l’Acadie à l’égard d’une certaine « montréalisation » de la SRC. Nos amis gaspésiens et saguenéens en feront autant...

Plusieurs organismes associatifs réunissant principalement les Québécois et les Acadiens, de même que les Canadiens français d’ailleurs, ont été créés au cours des années 1900. Le plus illustre est probablement la Patente fondée en 1926, connue aussi comme l’Ordre de Jacques-Cartier. Cette société secrète était vouée à la défense et à la promotion du français au Canada. Un des moyens employés était de faire placer des francophones à des postes de prestige dans la fonction publique fédérale et provinciale. On préparait des hommes en sourdine pour qu’ils se présentent à des postes électifs. La constitution de l’Ordre de Jacques-Cartier a donc permis secrètement de renforcer de manière exponentielle les rapports entre les Québécois (connus comme Canadiens français à l’époque) et les Acadiens, mais surtout comme individus. On crédite la Patente d’avoir facilité en 1960 l’élection du gouvernement libéral

Lesage au Québec et celui du gouvernement libéral Robichaud, début de nos deux révolutions tranquilles. La table était mise pour une autre étape dans de nouvelles relations Québec-Acadie. Les fêtes de la Commémoration du 200^e anniversaire de la Déportation des Acadiens de 1955 et le passage de plusieurs éminents Acadiens à l'Université Laval grâce au père Georges-Henri Lévesque ont été des éléments importants dans le renforcement du patriotisme acadien.

En 1923, on avait aussi créé l'ACFAS (Association canadienne-française pour l'avancement des sciences). En 1936 est né le Conseil de la vie française en Amérique, lui aussi voué ouvertement à l'épanouissement du fait français en Amérique du Nord. Le Conseil crée en 1947 l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF), réunissant les éducateurs francophones du pays. Puis, en 1967, l'ACELF crée le prix Champlain, pour encourager l'écriture chez les francophones hors Québec.

On doit aussi tenir compte que beaucoup d'Acadiens ont migré au Québec après la Deuxième Guerre mondiale. Auparavant, à partir de 1850, plusieurs Québécois étaient venus s'installer au Nouveau-Brunswick, surtout dans la région du Madawaska et du Restigouche, où ils sont devenus majoritaires. Ces mouvements de populations ont teinté en grande partie nos relations. On doit relater qu'en 1974, le père Armand Plourde s'est presque fait élire – à 150 voix près – comme député en tant que candidat du Parti acadien. Y avait-il chez ces Québécois nouvellement arrivés de la graine de souveraineté ?

Les grandes fêtes de 1955 pour commémorer la Déportation ont ranimé la ferveur patriotique des Acadiens, pour aboutir à cette accélération, à partir de 1960, de création d'organismes acadiens provinciaux, d'organismes sectoriels, et à la fondation de l'Université de Moncton en 1963.

Les gouvernements du Québec et du Nouveau-Brunswick signent un premier accord interprovincial de collaboration en 1969, appelé Accord de coopération et d'échanges en matière d'éducation, de culture et de communications. Plusieurs autres

ententes seront aussi signées dans les années qui suivront. Enfin, des accords semblables seront aussi conclus avec les trois autres provinces Maritimes, mais à partir des années 90.

3. De 1960 à 1976

Les années 60 seront turbulentes pour les deux peuples. Le Québec sort d'une période de noirceur sous Duplessis, et les Acadiens marquent le passage d'une ère de pauvreté et de folklore à l'ère moderne, surtout au Nouveau-Brunswick, avec Ti-Louis Robichaud, le premier Acadien de l'histoire élu premier ministre.

Les deux gouvernements donnent un coup de jeunesse et de modernité à leurs institutions en créant des ministères de l'éducation, en syndicalisant leurs fonctions publiques, en instaurant des politiques de développement rural, etc., et les deux peuples commencent à s'affranchir de la mainmise catholique omniprésente sur le politique et sur leurs âmes.

Le Québec se démarque par la montée d'un nationalisme effréné. La mort de la Patente en 1965 et la tenue des États généraux du Canada français en 1967 sont deux événements cruciaux qui contribueront à redéfinir de façon fondamentale les relations entre les francophonies au Canada et en Amérique. Face à la décision des nationalistes québécois de s'affirmer de plus en plus comme peuple aspirant à se doter d'un pays, plusieurs Canadiens français, y compris les Acadiens, se sentent abandonnés et trahis. Il ne faut pas oublier que la grande majorité des délégués acadiens aux États généraux de 1967 ont pourtant voté favorablement pour le droit du Québec à l'autodétermination. La Commission fédérale Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme et le biculturalisme vient en plus raviver et animer les conversations.

Les importantes contestations des étudiants et étudiantes de l'Université de Moncton en 1968 et 1969 ont marqué un autre point dans le renforcement du nationalisme acadien. Plusieurs anglophones ont insinué que c'étaient des étudiants québécois qui avaient fomenté ces troubles et qu'ils les dirigeaient. Il y en avait, mais le leadership des contestations était majoritairement acadien.

Cette révolte a fait l'objet du film *L'Acadie, l'Acadie ???* de Michel Brault qui a, pour une des premières fois, fait connaître au Québec le côté militant acadien.

Le « Vive le Québec, vive le Québec libre ! » de De Gaulle en 1967, la visite d'une délégation acadienne chez De Gaulle en 1968 et la création de l'ACCT (Agence de la coopération culturelle et technique) en 1970 – l'ancêtre de l'OIF (Organisation internationale de la Francophonie) – ont amené les identités francophones canadiennes à se préciser sur le plan tant national qu'international. D'ailleurs, en 1968, pour la première fois, le gouvernement français signait une entente avec une communauté comme l'Acadie, ce qui était appelé un « relevé de conclusions ». Pour en partie mieux contenir toutes ces tribulations nationalistes de part et d'autre, les gouvernements du Québec et du Nouveau-Brunswick signeront une première entente de collaboration en 1969, et en 1980, le Québec ouvrira son premier bureau en Atlantique à Moncton, donc en Acadie.

Entretiens, soit en 1968-69, les gouvernements canadien et néo-brunswickois avaient adopté chacun une loi sur les langues officielles. Le gouvernement Trudeau s'est lancé dans des grands programmes de financement pour les communautés minoritaires de langues officielles, ce qui a contribué à l'éclosion de multiples organisations provinciales, nationales et sectorielles dans les communautés minoritaires au Canada, y compris la communauté anglo-québécoise.

À partir de ce moment-là, les Acadiens ont commencé à considérer en grande partie le fédéral comme un père pourvoyeur, et le Québec comme une mère de la langue. Quand le Québec a voulu divorcer d'Ottawa, leurs enfants acadiens furent pris entre l'arbre et l'écorce. Ottawa en est sorti gagnant.

L'arrivée au pouvoir du gouvernement de Richard Hatfield en 1970, plutôt francophile et sympathique à la cause acadienne, a donné un nouveau souffle dans l'avancement des dossiers, dont la dualité en éducation. Le lieutenant acadien Jean-Maurice Simard (d'origine québécoise) a joué un grand rôle dans ces avancées. Cela

n'a pas empêché les Acadiens du Nouveau-Brunswick de se doter en 1972 d'un parti autonomiste, soit le Parti acadien, qui prônait la création d'une province acadienne. Enfin, il faudra mentionner l'entente Québec-Terre-Neuve-et-Labrador de 1969 sur les chutes Churchill, aujourd'hui toujours en litige pour Terre-Neuve-et-Labrador. Finalement, le Québec a gagné sa cause en cour.

4. De 1976 à 1995

L'arrivée d'un premier gouvernement du Parti québécois en 1976 a suscité beaucoup d'inquiétudes et de remous entre nos deux peuples. Pour reprendre leur expression, « ça changeait l'eau des bines ». Par ailleurs, la montée des confrontations entre les gouvernements du Québec et du Canada a créé plein d'inquiétudes et d'incertitudes chez plusieurs. La verve anti-séparatiste du premier ministre Trudeau venait alimenter d'une certaine façon les ressentiments anti-québécois chez les autres francophones du Canada. Le « Québec *bashing* » de plusieurs Acadiens aujourd'hui est un relent de cette époque. La défaite du OUI au premier référendum de 1980 a jeté du lest dans ces ressentiments quant aux perspectives d'avenir.

La tenue de la Convention d'orientation nationale des Acadiens à Edmundston en 1979 est venue valider cette montée du nationalisme acadien. Cet état de fait a inspiré en 1982 l'adoption d'une loi reconnaissant officiellement l'égalité des deux communautés linguistiques avec le droit à des institutions homogènes qui les représentent.

Dès 1980, le Québec ouvrait officiellement son Bureau du Québec dans les Provinces atlantiques (Acadie) et créait à Québec un Secrétariat permanent des peuples francophones (SPPF), qui fut fermé en 1992. Il semble qu'il n'y ait pas eu vraiment de postmortem pour justifier cette fermeture. On peut dire que le SPPF est d'une certaine façon l'ancêtre du Centre de la francophonie des Amériques, fondé en 2006.

Par ailleurs, le gouvernement du Québec a financé un Bureau de l'Acadie au Québec de 1987 à 1989. Là aussi, il semble n'y avoir

eu aucune analyse pour expliquer cette fermeture. Ceci dit, on verra en quoi le Bureau du Québec en Acadie a été utile pour l'Acadie.

En 1978, le Conseil supérieur de la langue française, au Québec, commence à décerner des prix de reconnaissance de l'Ordre des francophones d'Amérique et des Prix du 3-juillet-1608 à des personnalités et à des organismes hors Québec qui ont contribué à l'avancement du français en Amérique du Nord.

Fait inusité : en 1985, le premier ministre québécois Pierre-Marc Johnson lors d'une visite au Village historique acadien offre aux Acadiens de faire appel à des professionnels de la fonction publique québécoise pour recevoir des services en français, des agronomes, des vétérinaires, des ingénieurs forestiers, par exemple. Comme si on ne l'avait pas cru ou réalisé, à ma connaissance, personne n'a fait appel à ces services. C'était tout de même sympathique comme offre.

La tenue d'un premier salon du livre à Edmundston en 1987 a généré une mouvance fertile dans les relations Québec-Acadie. En 1990, on ouvrait aussi un salon à Dieppe et la Péninsule acadienne en a fait autant à partir de 2003. Nombre de maisons d'édition puis d'écrivaines et écrivains acadiens et québécois ont ainsi pu entretenir des milliers d'échanges fructueux. Des minisalons se sont aussi tenus sporadiquement en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve-et-Labrador. Dès 1987, le Québec a joué un rôle prépondérant dans la concrétisation de tous ces salons.

Toutes les tribulations entourant les négociations liées à Meech et Charlottetown ont causé plusieurs malaises entre nous. Par ailleurs, le peuple acadien a été souvent une victime collatérale dans les débats entre le Québec et le ROC (*Rest of Canada*). Il est intéressant de souligner que lors de toutes ces discussions, le premier ministre René Lévesque avait offert un accord de réciprocité aux autres provinces, c'est-à-dire traiter leurs minorités francophones de la même façon que le Québec traitait sa minorité anglophone. Cette offre a subi une fin de non-recevoir. Les référendums perdus, dont celui de 1995, ont eu comme conséquences de réduire fortement

les tensions autonomistes au Québec et les ressentiments anti-québécois dans le ROC, y compris l'Acadie.

Durant les années 1970-80, les artistes acadiens ont commencé à s'installer au Québec avec talent et fougue. Cet élan fut initié par les Angèle Arsenault, Édith Butler, Calixte Duguay, Antonine Maillet, Marie-Jo Thériou. L'histoire se poursuit encore aujourd'hui avec la présence fulgurante sur la scène artistique québécoise de Lisa LeBlanc, Joseph Edgar, les Hôtessees d'Hilaire, Menoncle Jason, les Hay Babies, Cayouche... Quant aux artistes québécois en Acadie, il y a toujours eu un flot continu qui date des années 1950-60 avec Gilles Vigneault, Roger Miron, Marcel Martel, Félix Leclerc, Renée Claude, Pauline Julien... On constate, avec satisfaction, que les artistes sont souvent les premiers ambassadeurs qui permettent aux peuples de mieux se connaître et s'apprécier.

La création du FICFA (Festival international du cinéma francophone en Acadie) en 1987 – un dérivé du deuxième Sommet de la Francophonie à Québec –, est un autre bijou qui permet aux relations Québec-Acadie de s'intensifier. La société du FICFA a été officialisée en 1992 et organise depuis un festival annuel, le cinéma québécois y ayant une place prépondérante. Plusieurs coproductions de films et de téléseries ont été réalisées par la suite. En théâtre, plusieurs coproductions acadiano-québécoises se distinguent bon an mal an.

Par ailleurs, en 1994, la Ligue de hockey majeure du Québec (LHJMQ) lance son projet d'expansion en Atlantique, en commençant par Halifax. Depuis, il existe six clubs de la LHJMQ dans les Maritimes. Il va sans dire que ces franchises favorisent une meilleure compréhension entre les régions. Il est sympathique de voir des unilingues anglophones encourager leurs vedettes francophones. Et fait spécial, dans les villes à forte majorité anglophone, on organise sporadiquement des soirées de hockey en français.

Ça prend malheureusement des drames pour réaliser jusqu'à quel point des peuples sont finalement plus proches l'un de l'autre qu'ils ne le pensaient. La crise du verglas au Québec en 1998 aura

été l'occasion pour le peuple acadien d'exprimer avec éclat toute sa solidarité envers le peuple québécois. De fait, des Acadiens sont allés au Québec pour aider à réparer les poteaux électriques et rebrancher des milliers de familles québécoises, pendant que d'autres ici en Acadie ramassaient et y envoyaient des victuailles et autres biens matériels. Le Québec a fait de même en 2017 durant la crise du verglas dans la Péninsule acadienne.

Il faudra aborder les dossiers entourant l'OIF et les Sommets de la Francophonie. Suite aux tensions suscitées par l'entrée du gouvernement du Nouveau-Brunswick à l'ACCT en 1977, certains ont prétendu que le premier ministre Trudeau avait invité le gouvernement du Nouveau-Brunswick et l'Acadie dans les instances mondiales de la francophonie, afin d'amoindrir et de relativiser la présence du Québec. Depuis, on a colmaté les brèches discordantes pour en arriver aujourd'hui à des rapports nettement plus harmonieux. D'ailleurs, le Québec a joué un rôle déterminant quant à la tenue du Sommet de la Francophonie à Moncton en 1999.

On devra aussi relater la tenue des différentes éditions du Congrès mondial acadien (CMA) depuis 1994. Les CMA semblent avoir attisé la flamme acadienne chez plusieurs Québécois qui ignoraient leur ascendance acadienne. D'ailleurs, lors du premier CMA en 1994, les ministres provinciaux des Affaires francophones ont créé la Conférence ministérielle sur les affaires francophones, qui depuis a lieu annuellement. Et en 1995, le Québec annonce l'instauration de la première Politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada.

Le référendum québécois de 1995 a généré des notes discordantes entre le Québec et l'Acadie. Il faudra en faire une certaine autopsie.

5. De 1996 à 2019

Depuis 1996, la question autonomiste est moins omniprésente dans nos rapports de peuple à peuple. Mais il serait naïf de croire que ce dossier est clos.

Des cérémonies ont lieu à Québec et à Moncton en 1999 pour souligner le trentième anniversaire de la signature d'un accord entre les provinces (1969).

En 2006, le gouvernement Charest lance sa Politique du Québec en matière de francophonie canadienne, pour bonifier la politique de 1995.

Le Québec signe une première entente avec la Société nationale de l'Acadie (SNA) en 2001, à l'image de ce que signait la France avec l'Acadie depuis 1968. Le Québec pose alors un geste important par rapport à nous, nous considérant officiellement comme peuple à part entière dans cette entente. En 2002, on dévoile à Québec un lieu de mémoire et un monument en hommage aux Acadiens. Par ailleurs, des Forums sectoriels de concertation se sont tenus à Québec sur les thèmes de la santé (2002) et de l'éducation (2003). Un autre, portant sur la langue, s'est tenu en 2004, et a eu comme résultat la création du Centre de la francophonie des Amériques (13 décembre), dont l'ouverture officielle a eu lieu le 17 octobre 2008, en présence du président Sarkozy, puisque la France a offert l'édifice comme cadeau pour le 400^e anniversaire de la fondation de la ville de Québec.

En 2006, on assiste à la création des prix Acadie-Québec qui reconnaissent chaque année une personnalité acadienne et québécoise respectivement ou un organisme de chaque peuple pour leur «apport au développement et à la consolidation des relations entre l'Acadie et le Québec». En novembre 2008, on signe une nouvelle entente Québec-SNA, mettant sur pied la Commission permanente de concertation entre l'Acadie et le Québec. Et en 2010, cette commission crée le prix Éloïze de l'artiste de l'Acadie du Québec. En 2012 se tient le Forum de la francophonie canadienne sous le thème *La francophonie @ cœur*, réunissant plus de 400 personnes, et qui aboutit au Plan d'action du Québec en matière de francophonie canadienne.

Les vingt dernières années sont aussi marquées par une augmentation substantielle des activités commerciales, économiques et financières entre nos deux peuples et régions. Ces échanges

seraient évalués à plus de 7 milliards de dollars entre l'Atlantique et le Québec, ce dernier dépassant ainsi les 4 milliards de dollars échangés avec la Grande-Bretagne et les 3 milliards avec la France. De nombreuses entreprises québécoises se sont implantées en Atlantique : Jean Coutu, CORA, Pharmaprix, St-Hubert BBQ, SNC-Lavalin, Olymel, Pomerleau Construction... Quant aux entreprises acadiennes implantées au Québec, on a les Dooley's, Pizza Delight, Dixie Lee, Premier (tourbe), mais on a surtout des acquisitions, comme Scores, Bâton Rouge, Orgue Casavant... Dans la sphère économique, on a assisté à la tenue tous les deux ans, en alternance, des Rendez-vous Acadie-Québec. Par ailleurs, c'est probablement en tourisme interprovincial que l'on peut observer la plus grande croissance. Enfin, il y a aussi la question des pêcheries, secteur qui se prête à de belles coopérations et une certaine harmonie – on ne note qu'un incident, en 1989.

Le cinquième CMA – Acadie des terres et forêts (2014), incluant le Témiscouata et les municipalités limitrophes du Maine, a été un moment unique dans le renforcement des collaborations acadiano-québécoises. Le Québec y a investi plus de deux millions de dollars. La création d'une organisation de collaboration économique tripartite (avec le Maine) est issue de ce CMA.

La création à l'Université de Moncton du Centre de formation médicale du Nouveau-Brunswick sous la tutelle de l'Université de Sherbrooke en 2006 constitue le fleuron de ces relations Québec-Acadie. La même année, le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes (SQRC) prend en charge, avec le Centre de la francophonie des Amériques, l'attribution du prix Champlain récompensant des francophones hors Québec et visant deux catégories : adulte et jeunesse, en alternance d'une année à l'autre. Ce prix avait été créé par le défunt Conseil de la vie française en Amérique dans les années 70 pour encourager les Acadiens et les Franco-Canadiens à écrire.

La Marche mondiale des femmes de 1999, issue d'organisations de femmes du Québec sous la direction de Françoise David, a permis aux groupes des deux côtés de se rapprocher et de mieux se connaître.

Les phénomènes *Star Académie* et *La Voix junior* doivent aussi être aussi célébrés et appréciés à leur juste valeur dans ce qu'ils ont produit comme rapprochements entre Acadiens et Québécois. Et depuis les années 70, plusieurs artistes acadiens se sont distingués au Festival international de la chanson de Granby.

Le summum de la collaboration dans le domaine artistique, c'est la Soirée Acadie Rock aux FrancoFolies de Montréal en juin 2017.

Les réformes de l'assurance-emploi et la résistance à l'installation de l'usine Bennett à Belledune ont fait l'objet de grandes solidarités entre le Québec gaspésien et l'Acadie dans des manifestations conjointes. Les peuples autochtones et les anglophones étaient aussi de la partie. C'était une des plus belles démonstrations de ce qu'on appelle la solidarité entre sociétés civiles. Les rencontres entre Acadiens et Québécois sur le pont de Campbellton furent des plus émouvantes.

Des avancées importantes ont été réalisées depuis une quinzaine d'années entre les municipalités du Québec et celles du Nouveau-Brunswick. Ce processus est continu et encourageant. C'est un des dossiers parmi les plus positifs et prometteurs en ce qui concerne nos deux peuples. De fait, l'UMQ (Union des municipalités du Québec) et l'AFMNB (Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick) travaillent de plus en plus étroitement ensemble, main dans la main.

L'offre d'achat d'Énergie Nouveau-Brunswick par Hydro-Québec en 2009-2010 aura probablement été le dossier dont on a le plus discuté dans les chaumières acadiennes, et peut-être du Québec. Le projet ne s'est finalement pas concrétisé. Mais il a malheureusement permis de raviver l'anti-québécoisisme latent chez les Néo-Brunswickois, plutôt anglophones cette fois-là. Aurait-ce été différent si l'offre était venue d'Hydro One en Ontario ?

La proposition par le Québec d'une nouvelle vision sur la confédération en 2017 ouvre grandes les valves pour de nouveaux arrangements entre les provinces du Canada, qui pourraient favoriser particulièrement les communautés acadiennes de

l'Atlantique. À nous de nous positionner pour bénéficier de retombées positives maximales.

Il faut par ailleurs émettre un bémol face à l'avenir immédiat de nos relations mutuelles, quand on sait que le nouveau premier ministre Legault n'a pas su, durant sa campagne électorale, reconnaître que le Nouveau-Brunswick était la seule province officiellement bilingue au Canada. Cet incident m'a rappelé que durant les années 80, feu le ministre Gérald Godin m'avait avoué qu'il pensait que Moncton était la capitale du Nouveau-Brunswick, au lieu de Fredericton. Mais on doit passer rapidement au-dessus de ces incidents de parcours et laisser la chance au nouveau coureur. En ce sens, nous sommes convaincus que le gouvernement Legault saura progressivement faire évoluer les relations Québec-Acadie, au lieu de les faire régresser. On préfère miser sur l'espoir plutôt que le désarroi. C'est ce que nous allons voir dans les pages de mon essai aux Éditions de la Francophonie. Fini le niaisage Québec-Acadie ! Bonne lecture de mon livre !